

POUR L'AVENIR DU BURUNDI



Visions et orientations politiques de Léonard Nyangoma, Président du CNDD

Mons (Belgique), Janvier 2005

Sommaire

1. Qui est l'Honorable Léonard NYANGOMA?
2. Présentation du CNDD.
3. Pour l'avenir du BURUNDI: Vision et Orientations politiques.
4. Politique, démocratie et coopération dans les pays des Grands Lacs: comment bâtir la stabilité et rendre improbable le recours aux armes?
5. Le développement socio-économique et la stabilité régionale: les bases du développement intégral.
6. La mondialisation, le NEPAD et les Organisations Sous- régionales: quelles stratégies?
7. Politique culturelle et sociale dans les Grands Lacs: édifier la mentalité de l'engagement pour la paix, la démocratie et la valorisation de soi et d'autrui.
8. La situation burundaise: les voies de sortie.
9. Pour parvenir à une région des Grands Lacs apaisée.
10. Léonard NYANGOMA répond aux questions d'Evode TWAGIRAYEZU.
11. En fin de compte...

Références

"Notre combat politique se poursuivra jusqu'à la libération totale et l'épanouissement politique du peuple burundais mais aussi pour l'amélioration de ses conditions de vie" (Léonard NYANGOMA, juillet 2002).

"Durant ces temps difficiles et de grands choix historiques, l'élite burundaise, et l'élite politique en particulier, doit faire un saut qualitatif, se refuser à ramer à vue sans savoir où elle doit accoster. Elle doit avoir un sursaut de patriotisme afin de privilégier l'intérêt national et de soulager la misère de cette population burundaise qui dans son écrasante majorité n'aspire qu'à la paix et à la démocratie réelle participative par opposition à la démocratie formelle et rituelle surannée." (Léonard NYANGOMA, 15 octobre 2004)

1. Qui est l'Honorable Léonard NYANGOMA?

Léonard Nyangoma : l'enseignant

Honorable Léonard NYANGOMA, le dirigeant historique de la lutte armée au Burundi est né en 1952 à Rutundwe en commune Songa, Province Bururi. M. NYANGOMA Léonard a fait ses études primaires de 1960 à 1966. Entré aussitôt au secondaire, à l'École Normale de Rutovu, M. NYANGOMA obtient son diplôme d'enseignement D7 en 1974. De 1974 à 1975, il enseigne à l'Ecole Normale de Rutovu. De 1975 à 1979, il fait ses études supérieures à l'Université du Burundi. A l'issue de cette formation, il obtient sa licence en Sciences Mathématiques. De 1979 à 1988, il est préfet des études et professeur au Lycée de Rutovu. De 1991 à 1993, il était conseiller pédagogique au BEET (Bureau d'Etudes de l'Enseignement Technique).

Droits de la personne, Syndicalisme, et mouvement associatif

De 1980 à 1991, il est dirigeant syndical au sein de l'Union des Travailleurs du Burundi UTB. En février 1988, le Président Pierre BUYOYA éloigna Nyangoma des milieux estudiantins et le désigna Secrétaire Général-adjoint de l'Union des Travailleurs du Burundi, l'UTB, un mouvement alors intégré au parti unique l'UPRONA.

Léonard NYANGOMA joua un rôle de premier plan dans l'éclosion et l'émergence du mouvement associatif burundais dans les années 1985-1992. Il prit les contacts et dispositions utiles pour la création de la première ligue burundaise des droits de l'homme, la Ligue ITEKA, ainsi que du premier Syndicat Libre des Enseignants du Burundi (SLEB). Il participa aussi à la création du Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement au Burundi (FSTEB).

Nyangoma l'organisateur et le dirigeant politique

Déjà, à l'Université (1976), il est membre actif de la JRR. Professeur de mathématiques et entraîneur d'athlétisme au Lycée de Rutovu de 1979 à 1988, il eut le courage, à l'instar de feu Martin NDAYHOZE, de dénoncer publiquement le virus de la division au Burundi caractérisé par le tribalisme et le régionalisme. Il proposa comme solution à ces questions, considérées jusqu'alors comme tabous par tous les régimes militaires depuis 1965, l'adoption populaire d'une Constitution respectueuse des droits de l'homme pour construire un Etat de droit démocratique.

Membre fondateur du Parti SAHWANYA-FRODEBU, Léonard NYANGOMA fut désigné en 1988 par le Comité directeur du Parti comme Secrétaire national à

la propagande, l'implantation, le recrutement et la formation idéologique du FRODEBU.

Depuis 1988, Léonard NYANGOMA s'était attelé à mettre en place un vaste réseau de structures du Parti FRODEBU, de la base au sommet, ainsi que des organisations de masses démocratiques et des agences de développement. Sa position à l'UTB en 1988 fut pour lui une aubaine puisqu'il en profita pour accélérer la mise en place des structures de son vrai parti d'adhésion, le Front pour la Démocratie au Burundi, FRODEBU, qui, à cette époque, opérait encore dans la clandestinité. Il en profita notamment pour faire nommer certains militants compétents du FRODEBU à la direction provinciale de l'UTB. Et c'est dans ces conditions et par ses soins que Melchior NDADAYE, Président du FRODEBU, fut nommé premier secrétaire provincial de l'UTB à Gitega.

Léonard NYANGOMA fut aussi un artisan-clé et le stratège de la campagne électorale du FRODEBU en 1993. Ce travail rondement mené, dans un esprit d'équipe, couplé au charisme de son compagnon de lutte, le leader du FRODEBU, Melchior NDADAYE, contribua fortement à la victoire éclatante aux élections présidentielle et législative de juin 1993. Léonard NYANGOMA fut élu comme Représentant du peuple (Parlementaire) dans la circonscription de Bururi à l'issue de ces élections.

Le 10 juillet 1993, lors de l'investiture du Président Melchior NDADAYE, Léonard NYANGOMA fut nommé ministre de la Fonction publique, du Travail et du Rapatriement des Réfugiés dans le gouvernement d'ouverture de NDADAYE.

Nyangoma: le dirigeant historique de la lutte armée contre l'oligarchie.

Rescapé du coup d'Etat sanglant du 21 octobre, qui coûta la vie au Président Melchior NDADAYE et à nombre de ses collaborateurs, le Bureau politique du FRODEBU, réuni au Club du Lac Tanganyika, désigna Léonard NYANGOMA comme organisateur de la résistance populaire. Afin de lui donner les moyens de cette mission combien difficile, Léonard NYANGOMA fut nommé ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et de la Sécurité publique dans le gouvernement du Président Cyprien NTARYAMIRA.

Après l'assassinat du Président NTARYAMIRA, certains membres du Bureau politique optèrent de se soumettre au diktat de l'armée et de ceux qui la contrôlaient. L'ancien ministre Léonard NYANGOMA, quant à lui, décida de renforcer et d'accélérer l'organisation d'un front populaire de résistance

contre l'armée putschiste pour la libération du peuple en créant, en septembre 1994, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie, CNDD en sigle, et sa branche armée, les Forces pour la Défense de la Démocratie, FDD en sigle. Ceci lui a valu l'admiration, l'adhésion et le soutien du peuple burundais dans sa grande majorité, mais aussi la hargne, la haine et la persécution de ceux qui avaient accaparé l'Etat et qu'il avait décidé de combattre.

Le CNDD se fixait pour objectif primordial la défense des acquis des élections de juin 1993 en rétablissant le peuple dans ses droits inaliénables, notamment celui de se choisir ses dirigeants pour ensuite s'atteler à consolider la démocratie, la justice sociale et le développement dans un pays réconcilié avec lui-même.

Léonard Nyangoma : le réconciliateur et l'unificateur

En mars 1998, le CNDD a traversé une crise grave. Juste un mois avant les négociations d'Arusha, une mutinerie conduite par l'ex-chef d'Etat Major des FDD, Jean-Bosco NDAYIKENGURUKIYE a éclaté au sein de la branche armée du CNDD. Cette crise était d'abord due à la dispersion des dirigeants du Mouvement, consécutive à l'invasion de la République Démocratique du Congo (RDC), ex-Zaïre, par les forces armées rwandaises, burundaises et ougandaises en septembre 1996, mais aussi à l'immaturité politique d'un bon nombre des militants du CNDD qui n'ont pas pu distinguer les contradictions secondaires des contradictions principales pour déjouer les manoeuvres divisionnistes, opérées notamment par certaines personnalités du FRODEBU.

Des dirigeants de certains partis politiques, surtout du FRODEBU, avec leurs alliés dans la région ont avoué à Léonard NYANGOMA qu'ils ont joué un rôle primordial dans cette mutinerie. Ils avaient comme objectif la récupération des FDD mais aussi l'affaiblissement du CNDD avant les négociations d'Arusha et la deuxième invasion de la RDC. Le groupe Jean Bosco NDAYIKENGURUKIYE s'est lui-même scindé en deux factions antagonistes : le groupe Jean Bosco NDAYIKENGURUKIYE et le groupe Pierre NKURUNZIZA.

Tout au long de ces crises, Honorable Léonard Nyangoma a tout tenté pour réconcilier le CNDD avec lui-même. Il ira jusqu'à chercher le concours du Président Nelson Mandela de l'Afrique du Sud. Cette initiative que Mandela avait acceptée fut découragée par la sous région avec comme argument qu'un CNDD réunifié serait trop fort et refuserait les négociations.

Comprenant le danger des divisions au sein des FDD engendrées par les différentes mutineries, le président du CNDD s'attela aussitôt après l'accord d'Arusha en août 2000 à la tâche de s'assurer que tous les FDD ainsi que tous les autres mouvements armés avaient l'opportunité de rejoindre la nouvelle armée. La lutte de Nyangoma contre l'exclusion réussit et l'an 2004 vit l'établissement d'un Etat-major de l'armée burundaise incluant tous les FDD et tous les autres mouvements armés à l'exception du FNL de Rwasa Agathon. Ainsi grâce au travail de Nyangoma Léonard et de son équipe, tous les FDD qui avaient été divisés par les différentes mutineries au sein du CNDD se retrouvent à travailler ensemble au sein de l'Etat-major Burundais sur la réforme de l'armée.

La préoccupation que les ennemis du changement au Burundi pouvaient employer le FNL comme prétexte pour retarder le retour de la démocratie au Burundi a amené Nyangoma et le CNDD à adresser un mémorandum au gouvernement Burundais et à l'Onu pour reprendre immédiatement et sans condition les négociations avec le FNL d'Agathon Rwasa pour qu'il y ait une paix totale au Burundi. C'est ce même souci d'inclusion qui poussa Nyangoma Léonard à porter une plainte formelle contre le gouvernement Burundais qui n'a pas voulu prendre les dispositions adéquates pour que les centaines de milliers de réfugiés Burundais puissent participer dans les élections post transition.

Malgré les crises qui ont marqué sa lutte pour la liberté, le CNDD est parvenu à modifier les rapports de forces au Burundi. C'est grâce à cette lutte que le régime militaire au pouvoir depuis 1965 accepta pour la première fois d'aller à la table des négociations de paix, d'abord à Rome, sous la médiation de la communauté San Egidio, ensuite à Arusha, en Tanzanie, sous la médiation de feu le Président Mwalimu Julius NYERERE et puis du Président Nelson MANDELA.

Léonard Nyangoma : Un homme qui positive fermement.

Ceux qui connaissent Nyangoma relèvent avec admiration que c'est un homme sans haine ni rancune. Des gens, Nyangoma retient surtout ce qu'ils ont fait de bon. Mais il corrige fermement les erreurs et n'accepte rien sans l'examiner. Il est fidèle en amitié, sait plaisanter avec mesure et finesse et communique en animateur dynamique. Il travaille beaucoup, aime écouter et observer, recherche la critique positive et répond le plutôt possible aux messages. Incontestablement, Honorable Léonard Nyangoma fait partie de ces rares dirigeants qui, comme le prince Louis Rwagasore et le président Melchior Ndadaye, ont marqué pour le meilleur l'histoire du Burundi. Ils ont en commun

un seul principe : Ne pas se servir ; servir le peuple Burundais et ne jamais s'en servir.

2. Présentation du CNDD

1. Dénomination

Le mouvement politique armé CNDD devient le parti politique dénommé « Conseil National pour la Défense de la Démocratie », CNDD en sigle.

2. Le siège

Le parti CNDD a son siège à Bujumbura. Il peut être transféré dans un autre endroit du pays sur décision du Congrès National.

3. La Devise.

Le parti CNDD a pour devise en français : Démocratie, Dignité, Prospérité. En Kirundi : Demokarasi, iteka n'iterambere .

4. Le Drapeau.

Le drapeau du Parti CNDD est un rectangle tricolore formé de trois bandes horizontales disposées comme suit :

- une bande horizontale bleue suivie d'
- une bande horizontale rouge au milieu, elle-même suivie d'
- une bande horizontale verte en bas.

Les couleurs bleue, rouge et verte symbolisent respectivement : la liberté, le Patriotisme, l'Espérance.

5. Le salut

« Tugire amahoro, iteka n'iterambere », réponse: « Kuri bose ».

6. Emblème

L'emblème du Parti CNDD est formé de deux croissants en feuilles vertes de bananier à l'intérieur desquels il y a le sigle CNDD, la houe, le marteau, le maïs et la banane, le tout symbolisant le travail et la production. Le croissant est entouré de la devise du CNDD en kirundi et en français.

7. Le nom du militant

Le militant du CNDD s'appelle « Umugumyabanga ».

8. Le but du CNDD

Le Parti CNDD a pour but d'organiser tous les Burundais qui adhèrent à son projet de société et à ses statuts, sans distinction d'ethnie, de sexe, de langue,

de croyance religieuse ou philosophique , afin de conquérir légitimement le pouvoir pour réaliser son programme politique.

9. Les objectifs du CNDD ;

Les objectifs du Parti CNDD sont :

1. Edifier un Etat démocratique soucieux de la dignité et la prospérité de tout citoyen burundais
2. Assurer la protection des droits et libertés de tous
3. Assurer la paix et la sécurité pour tous
4. Réaliser la résolution des conflits par la négociation
5. Réaliser l'unité et la réconciliation nationales
6. Eradiquer la corruption et le parasitisme
7. Mettre en œuvre un programme de développement socio-économique et culturel durable et cohérent basé sur la maîtrise de la science
8. Assurer la paix aux frontières et dans la région
9. Promouvoir une diplomatie et une coopération dynamiques
10. Promouvoir le rayonnement du Burundi dans le concert des nations.

10. L'idéologie

L'idéologie du Parti CNDD tire sa source dans la longue lutte pour l'émancipation des classes, peuples et nations opprimés ou dominés par d'autres.

L'idéologie du Parti CNDD se range dans le camp progressiste englobant les courants démocrate, socialiste, social-démocrate et écologiste.

11. Les principes de base

Les principes qui guident l'action du militant, des instances du Parti CNDD sont les suivants :

1. Unité et solidarité
2. Compter sur ses propres forces
3. La direction collégiale
4. La critique et l'autocritique positives
5. Le culte de la vérité
6. La concertation verticale et horizontale.

12. Les engagements

Le Parti CNDD met en avant la promotion et la protection des droits fondamentaux de la personne humaine, la promotion d'un Etat de droit, le respect et la défense de la démocratie, l'intégrité du territoire, la souveraineté nationale, les droits et libertés individuels et collectifs, ainsi que la proscription de

1. l'intolérance, de l'ethnisme, du régionalisme, de la xénophobie et du recours à la violence sous toutes ses formes.
2. Le Parti CNDD prend l'engagement de respecter la Charte de l'Unité Nationale, la Constitution, la loi, l'ordre public et les bonnes mœurs.
3. Le Parti CNDD s'engage à respecter, dans l'action politique qu'il entend mener, et à faire respecter par ses différentes composantes et par tous ses mandataires élus, les droits et les libertés garantis par la Déclaration Universelle des droits de l'homme ;
 - a. les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ;
 - b. la Charte africaine des droits de l'homme et des Peuples ;
 - c. la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
 - d. la Convention relative aux droits de l'enfant.
4. Parti CNDD s'engage à promouvoir la cohésion du peuple burundais en luttant contre les coups d'Etats, le génocide, le recours à la violence, la corruption, l'exclusion, l'ethnisme, le régionalisme, la xénophobie et l'impunité.

13. Les instances du Parti

Les instances du Parti sont :

1. au niveau de la section, l'assemblée générale de section et le comité de section,
2. au niveau communal, l'assemblée communale et le comité communal,
3. au niveau de la province : l'assemblée provinciale et le comité provincial,
4. au niveau national : le congrès national, le comité exécutif, le président du Parti, le bureau exécutif.

14. Les secteurs d'activité.

Les secteurs d'activité du Parti au niveau de chaque comité sont notamment :

- la propagande et la mobilisation ;
- la formation politique et idéologique ;
- les affaires sociales et culturelles ;
- les relations internationales et la communication ;
- les affaires administratives et juridiques ;
- le développement communautaire et le mouvement associatif ;
- le genre et les droits de la personne humaine ;
- la trésorerie et les finances ;
- l'éducation et l'encadrement de la jeunesse.

Lors des entretiens avec la rédaction de l'ARIB (Association de Réflexion et d'Information sur le Burundi) en juillet 2002 et en octobre 2003 ou dans des Mémoires aux personnalités internationales, Léonard NYANGOMA a donné sans ambages sa vision sur l'avenir du Burundi et a montré comment ce pays déchiré par des événements sanglants et à caractère répétitif pourrait évoluer. Cette évolution passe par la transformation en profondeur des mentalités héritées d'une certaine époque. Léonard NYANGOMA nous fait partager sa vision et orientations politiques pour un avenir viable du Burundi. Les Burundais et tous leurs amis trouveront ci-dessous des extraits de textes de Léonard NYANGOMA. Ces textes constituent une matière de réflexion et d'analyse pour quiconque s'intéresse ou s'intéresserait à l'âme africaine dans sa patrie burundaise.

3. Pour l'avenir du Burundi: vision et orientations politiques

Il y a, d'un côté, une grande majorité de la population burundaise qui se reconnaît dans la lutte révolutionnaire que nous menons pour éradiquer tous les maux dont souffre notre peuple depuis des décennies : l'exclusion sous toutes ses formes (tribalisme, clanisme, régionalisme), la pauvreté, la corruption, l'injustice etc. Je suscite donc de l'enthousiasme et de l'admiration pour toute cette grande masse laborieuse de la population burundaise. J'inspire aussi confiance à cette population parce qu'elle sait que j'ai horreur du mensonge, du double langage et de la corruption qui caractérisent une bonne partie de la classe politique au pouvoir actuellement. Ce peuple sait que je ne suis pas en train de lutter pour des biens matériels et de l'argent, pour ma gloire ou mon prestige.

D'un autre côté, il y a une oligarchie militaro-civile responsable de cette situation de guerre civile dans notre pays aujourd'hui, mais aussi de crimes contre l'Humanité commis, de manière cyclique, de 1965 à nos jours.

C'est cette oligarchie, très minoritaire, à peine 1% de la population, que nous combattons. Pour cette oligarchie, nous suscitons non seulement de l'inimitié mais aussi de la hargne et de la haine.

Comment en est-il arrivé là? Il raconte ce qui l'a décidé à s'engager en politique et ce qui constitue l'essentiel de son parcours politique:

D'abord, entre 1960 et 1965 mes parents, surtout mon père et mes grands frères, m'ont entraîné à suivre l'actualité nationale et internationale. Mon père lisait avec passion le journal "NDONGOZI", en kirundi, édité par l'Eglise Catholique.

Mais c'est vraiment en 1972 qu'un grand nombre de jeunes Burundais comme moi ont pris conscience de la tragédie de notre pays et son peuple lorsque des

centaines de milliers de Hutu innocents ont été massacrés par le régime militaire de MICOMBERO dans l'indifférence totale de l'ONU et de l'OUA.

Depuis cette date de triste mémoire, la plus grande partie de la population vivait dans la hantise permanente d'être massacrée pour rien et à tout moment. Et les relations entre les composantes de notre nation, hutu, tutsi et twa, étaient empreintes de méfiance, de suspicion et même d'hostilité. Il fallait donc faire quelque chose pour changer cette situation et créer les conditions d'une vie normale, d'une saine cohabitation entre les différentes composantes de la population. Normalement, après une tragédie (Ikiza) telle que le génocide des Hutu de 1972, tout pouvoir digne de ce nom aurait dû faire un examen de conscience et prendre les mesures pour que cela ne se reproduise plus jamais, sans oublier de traduire devant la justice tous les responsables.

Malheureusement, au lieu d'avoir une vision nationale, le pouvoir oligarchique d'alors s'est plutôt tribalisé à outrance. Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement, puisque c'est ce même pouvoir qui avait préparé, planifié et exécuté ce génocide.

Il y a eu une absence délibérée de volonté politique de la part des régimes militaires de MICOMBERO, BAGAZA et BUYOYA à reconnaître les crimes et en corriger les effets. Jamais de solution pour les veuves, les veufs, les orphelins et tous ceux qui ont perdu les leurs ne fut envisagée. De même, le régime ne chercha guère à soulager les souffrances des réfugiés ni politiquement ni même socialement.

Plus tard, contre la radicalisation du pouvoir BAGAZA, et pour changer le cours de l'histoire et rechercher un avenir meilleur pour tous, j'ai été heureux de participer à la création du Parti FRODEBU, un parti de nature pacifiste et au choix idéologique démocratique, acquis à l'esprit nationaliste et réconciliateur. Face au régime dictatorial et policier de BAGAZA, y compris au niveau de l'enseignement - je pense aux iniquités de « U/I » - et aux arrestations arbitraires de soi-disant opposants, il a fallu d'abord créer le FRODEBU dans la clandestinité, en attendant de nous manifester publiquement une fois devenus forts et populaires, ce qui n'aurait pas tardé à arriver même si le régime BAGAZA avait survécu à ses élucubrations anti-Eglise.

J'ai profité parfois de mes positions privilégiées dans les organisations syndicales et de jeunesse, proches de l'ancien parti unique UPRONA, pour dénoncer publiquement notamment lors de la première sortie provinciale du Major Pierre BUYOYA à Bururi, après son arrivée au pouvoir par un coup d'Etat le 3 septembre 1987, le virus de la division au Burundi caractérisé par le tribalisme et le régionalisme et tout particulièrement l'exclusion des Hutu dans

la gestion de l'Etat. Comme Secrétaire Général-Adjoint de l'UTB, j'avais réussi à infiltrer toutes les structures de l'UPRONA et de ses mouvements intégrés en faisant nommer dans ses organes des militants du FRODEBU. Comme dit plus haut, c'est dans ces conditions que NDADAYE, Président du FRODEBU, qui devint plus tard Président de la République grâce à son charisme et aux efforts de nous tous, ses proches collaborateurs, dans un combat commun, fut nommé premier secrétaire provincial de l'UTB à Gitega.

Je dois souligner qu'à cette époque l'UPRONA était un parti usé en perte de vitesse avec des méthodes archaïques propres à un parti unique. C'était, comme on aimait le dire, une véritable caisse de résonance de l'oligarchie militaro-civile au pouvoir depuis 1965. Une seule activité occupait les dirigeants toute l'année, c'était la préparation et l'évaluation des fêtes : celles du 5 février - fête de l'unité -, du 7 Mars - fête de l'armée -, du 8 Mars - fête des femmes -, du 1er Mai -fête des travailleurs -, du 1er Juillet -fête de l'Indépendance -, du 3 Septembre -arrivée au pouvoir du Major BUYOYA -, du 18 septembre - victoire de l'UPRONA -, etc. !

Pour avoir mal ou bien préparé une fête un dirigeant était côté médiocre ou élite. Je me souviendrai toujours d'une visite surprise du Major BUYOYA à mon bureau de l'UTB, le lendemain du 1er mai 1989, très tôt le matin, à 8h00, après le salut au drapeau. Le Major m'a exprimé sa colère, il reprochait au comité confédéral de l'UTB d'avoir mal organisé les manifestations du 1er mai; en substance : pas de slogans de soutien du régime, trop de revendications des travailleurs.

Dans une réunion de l'UPRONA, à Gitega, juste après les événements de Ntega - Marangara, NDADAYE eut le courage de dénoncer les exactions commises par l'armée qui, selon ses propres termes, se comportait comme « une milice au service d'une ethnie ».

En fait, NDADAYE avait exposé les grandes lignes d'un texte que le comité directeur du FRODEBU d'alors (Melchior NDADAYE, Pontien KARIBWAMI, Richard NDIKUMWAMI et moi-même) avait préparé pour servir de guide aux militants durant tout le débat sur la question de l'unité organisé par le pouvoir en 1989.

Ce texte proposait l'adoption d'une constitution, une réforme profonde des institutions avec un Premier ministre hutu, ainsi qu'une réforme profonde de l'armée. L'intervention a valu à NDADAYE un séjour en prison de deux mois, tout comme à SENDEGEYA Pierre Claver qui avait osé souscrire à son intervention.

Les deux prisonniers politiques furent libérés, le 31 décembre 1988, grâce à un entretien de trois heures que j'ai eu, à ce propos, avec le Major BUYOYA, profitant d'un voyage depuis l'aéroport de Garoua, au Cameroun, jusqu'à l'aéroport de Bujumbura, au retour du sommet France Afrique de Casablanca. Le Major a reconnu que NDADAYE était emprisonné injustement, même si, selon ses termes, il a insulté « les institutions ». Une semaine après cet entretien, NDADAYE et SENDEGEYA furent libérés sans conditions.

De 1985 à 1992, ma grande préoccupation était de trouver une alternative au régime militaire dictatorial. Ainsi j'ai agi très activement en entreprenant la création de contre-pouvoirs, car il devenait de plus en plus impossible de changer le régime du dedans uniquement. J'ai fait tous les contacts utiles pour créer la première Ligue des Droits de l'Homme au Burundi, la ligue ITEKA, le premier syndicat Libre des Enseignants du Burundi (SLEB), le Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement au Burundi (FSTEB). J'ai aussi initié la création des associations paysannes avec comme objectif de les fédérer, en 1994, dans une fédération paysanne du Burundi.

Voilà les raisons de ma prise de conscience politique : oppression, prise de conscience, actions ... et notre récompense fut la victoire éclatante du FRODEBU à l'élection présidentielle et aux législatives de juin 1993. Même si cette victoire n'a duré que trois mois, ce fut une étape historique du processus révolutionnaire qui inaugure certainement de grands changements.

Je suis déterminé à créer un climat de confiance entre les Burundais, à éradiquer définitivement les injustices, la vengeance, d'où qu'elle vienne, et à promouvoir la réconciliation, le patriotisme, les sentiments de solidarité et de fraternité, l'égalité, l'accession profonde à la dignité des femmes et des hommes dans la justice et la sécurité pour tous. En trois mots : bâtir un Etat de droit Démocratique, dans la Dignité et pour la Prospérité de tout citoyen burundais.

Ainsi je plaide pour la restauration d'un régime démocratique monocaméral décentralisé capable de créer des conditions favorisant une véritable participation populaire à la vie politique, sociale et économique ; un régime de rupture avec le passé. Je m'investirai pour que se construise au Burundi une véritable démocratie participative où le citoyen soit au cœur du système et où il sera régulièrement associé au processus de décision, à tous les niveaux sans attendre les consultations électorales. Cela suppose l'instauration d'une démocratie locale, la décentralisation du pouvoir et la décentralisation en profondeur des collectivités locales. Nous ne pourrons jamais transformer

notre société sans la participation de tous à la gestion des affaires publiques, notamment la participation effective des femmes dans les structures de décision. La femme burundaise doit pleinement jouer son rôle en tant que productrice, mère, mobilisatrice de la communauté et détentrice de la culture. Il faut un grand sens de la solidarité humaine, un grand respect du peuple, ne plus considérer celui-ci comme un instrument, mais comme un acteur, comme l'objectif, l'acteur, le héros de la lutte.

La justice, malade aujourd'hui, doit être réformée et modernisée. Nous devons la rendre indépendante, nationale, transparente, fonctionnelle et efficace et favoriser l'accès du citoyen au droit. A court et à moyen terme, la sécurité pour tous passe par la formation de nouveaux corps de défense et de sécurité respectueux des droits de l'homme, car la nouvelle armée, la nouvelle police ne seront plus formées en vue de la répression. La protection sociale, la réduction des injustices et des inégalités restent les piliers de la sécurité pour tous. La démocratie ne sera jamais réelle et solide sans contre-pouvoirs, c'est pour cela que je propose de donner au secteur associatif une fonction de partenaire critique, de contre-pouvoir des institutions, de voie de promotion alternative. J'apporterai ma contribution pour que tous les habitants : paysans, travailleurs, hommes et femmes, lycéens et étudiants, enfants soient organisés à travers les associations et fédérations et mènent une activité incessante, s'occupant directement de leur vie communautaire.

Le constat aujourd'hui du niveau de développement économique et socioculturel de notre pays est amer. Les plans de développement élaborés jusqu'ici sont centrés sur les paramètres de l'économie classique néolibérale, sans stratégie, ni idéologie cohérente d'un développement centré sur l'homme. Ces plans avalisent les politiques et stratégies héritées du colonialisme. L'Etat reste le seul employeur, donc la vache à lait de tous les instruits. Une économie primitive avec 95% de Burundais occupés dans le secteur primaire, essentiellement agricole, 2% dans le secteur secondaire, avec une industrie embryonnaire qui obéit aux anciens schémas économiques et sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, 3% dans le secteur tertiaire, un enseignant pour 100 élèves, un médecin pour plus de 20 000 habitants !

Vaincre la pauvreté, réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger, réorganiser les rapports de production et de pouvoir et transformer radicalement les rapports sociaux : voici les objectifs de notre vision politique du développement du pays.

Pour atteindre ces objectifs, à court et à moyen terme, une priorité sera accordée au développement physique du pays : c'est grâce à des projets

d'aménagement hydraulique à grande échelle, à un réseau de transport amélioré, à la production d'énergie et d'autres infrastructures, notamment en matière de logement, que nous pourrions transformer le pays tout en prenant le soin de préserver et de réhabiliter les milieux naturels. Je suis convaincu que l'Etat a le devoir de défendre, de moderniser et gérer certains secteurs publics vitaux et de souveraineté dont les fondements sont à l'opposé des critères de compétitivité des marchés.

La protection et la gestion publiques de ces secteurs - éducation et formation, recherche, santé, défense et sécurité, justice, transports, énergie, eau, assainissement, postes et télécommunications - est la garantie de la solidarité et de la cohésion sociale et territoriale, ainsi que de l'égalité d'accès et d'exercice des droits fondamentaux de la personne.

La libéralisation et la privatisation sauvages des services publics n'engendreront qu'une aggravation des inégalités sociales et territoriales, doublée d'une inefficacité économique.

Je propose une réforme agraire accompagnée d'une généralisation et d'une professionnalisation de l'enseignement. L'objectif ici est de dégager la terre, et de la confier à ceux qui la travaillent en nombre réduit, pour diminuer la pression sur celle-ci et améliorer le rendement agricole, surtout dans le secteur vivrier.

Si nous voulons un meilleur développement, il est essentiel de changer les politiques d'éducation, le processus d'éducation doit devenir la locomotive du développement. L'élève, l'étudiant devra revivre l'acte mental de la découverte qui a été faite il y a des siècles : il faut enseigner la science de la manière dont elle s'est développée.

A moyen terme, nous visons une école laïque, diversifiée et obligatoire jusqu'à 16 ans ; un enseignement de qualité avec un enseignant pour 25 élèves.

L'enseignement agricole est à réformer afin de réhabiliter les pratiques paysannes pour assurer notre souveraineté alimentaire face aux importations étrangères, mettre fin à la mendicité et rehausser le niveau de l'alimentation avec une moyenne de 3.000 calories par jour.

Je propose de réformer le système actuel de l'enseignement formaliste et livresque; de privilégier un enseignement expérimental, artistique et socratique. Le système éducatif, s'il souhaite vraiment former des citoyens, doit reconnaître qu'il y a urgence à intégrer la culture dans toutes ses dimensions. La culture étant un facteur de cohésion sociale. Il faut restaurer les disciplines artistiques comme matières fondamentales. Une véritable réforme du système éducatif ne sera possible que si elle est accompagnée d'une revalorisation du métier de l'enseignant sur le plan pédagogique et matériel et d'une association

réelle des enseignants, des parents et élèves dans la prise des décisions à tous les niveaux. La formation ne doit pas s'arrêter au terme de l'enseignement initial. Chaque citoyen a le droit à la formation tout au long de sa vie pour lui assurer la sécurité de l'emploi, et lui permettre de s'adapter aux évolutions technologiques et scientifiques sans jamais être relégué en marge de la société. La protection de la population c'est aussi éradiquer de nombreuses maladies, comme la malaria, par la mise en place d'une médecine préventive systématique et efficace, par la formation d'un grand nombre de médecins et d'infirmiers avec comme objectif un médecin pour 1000 habitants à moyen terme, et une infirmière ou infirmier pour 200 habitants, sans oublier la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA.

En politique étrangère, je suis partisan de la construction de l'Union Africaine (U.A.) ou des Etats Unis d'Afrique (E.U.A) pour faire face à la mondialisation sauvage, à la pratique de la loi de l'échange inégal et à la dégradation croissante des termes de l'échange, donc en faveur d'une modification des rapports économiques entre le Nord et le Sud, très déséquilibrés et injustes aujourd'hui. A court terme la construction de l'U.A passe d'abord par la fin des conflits en Afrique, l'émergence d'Etats-Nations véritablement démocratiques et l'intégration socio-économique régionale.

Il s'avère qu'on ne peut pas fédérer des Etats en conflits, ou des Etats dictatoriaux et des Etats démocratiques, tout comme on ne peut pas rassembler dans une même étable les loups et les brebis. La priorité des priorités est de mettre fin à tous les conflits qui ravagent plus de 15 Etats de notre continent sur une superficie de plus de 50% de toute l'Afrique avec plus de 50% de richesses naturelles. La priorité est de se débarrasser aussi de toutes les dictatures ou des démocraties de façades pour créer de véritables Etats-Nations démocratiques et indépendants.

Ainsi les Etats de notre région des Grands Lacs, une fois libérés des conflits et démocratisés, devraient tenir une conférence régionale pour la création d'un ensemble régional viable politiquement et économiquement, regroupant le Burundi, la RDC, le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la République du Congo. A long terme, nous visons l'intégration des ensembles régionaux dans une union africaine dotée des institutions démocratiques - un gouvernement fédéral, un parlement fédéral, une justice fédérale -, d'une force de défense commune, d'une monnaie et d'une banque fédérale commune.

Aux Burundais qui misent sur moi comme dernière ligne de défense de la démocratie, je réaffirme ma détermination et mon engagement à ne jamais trahir la juste cause pour laquelle nous combattons. Ma vision, mon objectif fondamental reste inchangé : l'édification d'un Etat-Nation démocratique dans

la dignité et pour la prospérité de tous les Burundais. Cet objectif est soutenu par les valeurs de solidarité humaine, de fraternité, de patriotisme, de respect du peuple, celui-ci étant considéré comme l'alfa et l'oméga, et notre seul souci n'étant que d'être à son service. A tous ceux qui ont misé sur le CNDD et son idéal, je leur demande courage et détermination et d'éviter de se laisser distraire par des rumeurs et menaces de toutes sortes. La vérité est de notre côté. Il faut donc, sans honte porter haut et fort le flambeau de notre parti, et surtout faire rayonner son idéal en vue d'une adhésion sans cesse plus grande.

4. Politique, démocratie et coopération dans les pays des grands Lacs: Comment bâtir la stabilité et rendre improbable le recours aux armes?

La sous-région des Grands Lacs a connu plusieurs années de guerre. Certains pays ne sont pas encore définitivement sortis du conflit. Cette guerre a provoqué de nombreuses pertes en vies humaines, un exode massif de populations, des difficultés de coexistence entre les Etats voisins, la violation massive des droits de la personne, la destruction des infrastructures, la régression des économies, l'exacerbation des tensions ethniques, l'effondrement de l'autorité de l'Etat, l'émergence des trafics illégaux.

Parmi les causes de ce triste constat, il y a eu d'abord la conception monolithique du pouvoir accompagnée de l'étouffement des diversités créatrices et des libertés. Le clan, la famille, l'ethnie ou la région ont confisqué le patrimoine national pour en faire une quasi-propriété privée. Pour garantir ce monopole, les forces de défense et de sécurité ont été utilisées comme forces de surveillance, de répression, de violation des droits, d'intimidation et de négation de la démocratie. Une idéologie axée sur le culte du chef et la manipulation des consciences a servi de véhicule à l'obscurantisme et à l'asservissement politique.

Du sommet vers la base, la corruption s'est installée, ébranlant définitivement l'autorité morale de l'Etat et rendant complètement aléatoire le système judiciaire. Les frontières entre la chose publique et le bien privé se sont dramatiquement estompées, rendant possible une économie de prédation tous azimuts, où la course à l'enrichissement suscitait les convoitises rivales de puissances étrangères.

Dans certains cas, cela a suscité l'audace de conquérir par les armes un territoire étranger aux fins de le dépecer et annexer des régions entières pour exploiter leurs richesses, les préoccupations sécuritaires servant de prétexte.

Aujourd'hui, une telle conception du pouvoir et des relations inter Etats ne semble pas avoir disparu. Nous observons en effet que sous le motif discutable de combattre le divisionnisme, le génocide ou le tribalisme, certains régimes enferment leurs peuples dans le carcan du monolithisme, du monopartisme déguisé, réduisant au silence la presse et taxant de séditeuse toute démarche non conforme à l'orthodoxie officielle. Le génocide est devenu ici et là un fonds de commerce politique où toute personne qui pense différemment du pouvoir est taxée de génocidaire ou de divisionniste. Comme si d'avoir été victime donnait le droit de nier les droits des autres, les droits de tout un peuple. Corrélativement, on observe bien souvent une sensibilité sélective aux malheurs des citoyens de la sous-région, attitude qui laisse penser à une culture ségrégationniste peu ouverte à la fraternité des fils de la sous-région.

Plus grave, des Chefs d'Etats ont été délibérément abattus dans ce qu'on peut qualifier d'attentat terroriste sans qu'aucune enquête ne soit menée jusqu'à ce jour. Une telle impunité, à laquelle s'ajoute celle des massacres à très large échelle de populations civiles, témoigne du niveau de dégradation de l'éthique politique dans la sous-région.

Pour sortir de ce qu'on peut qualifier de bourbier, des mesures courageuses s'imposent, que les pays laissés à eux-mêmes sont probablement incapables de prendre tout seuls et de bon gré. Ces mesures sont celles qu'exigent toute démocratie authentique. Il s'agit notamment du pluralisme politique intégral, de l'égalité de tous les citoyens en droits et en devoirs, de l'organisation d'élections périodiques libres, équitables et au scrutin secret, permettant le gouvernement de la majorité ainsi que l'alternance. Corrélativement, les droits et libertés des citoyens doivent être garantis par la constitution et leur respect doit être surveillé par des organismes attitrés, spécialisés et indépendants. Cette démocratisation est la seule base valable d'un développement durable et pacifique. Celle-ci doit aller de la base au sommet, de telle sorte que toute parcelle du pouvoir public soit exercée sur mandat et sous le contrôle du peuple souverain. Ceux qui trichent en organisant des mascarades d'élections se trompent eux-mêmes et engagent leurs pays dans des retards économiques et des crises latentes.

Pour encourager cette voie salutaire, les pays donateurs seraient très bien inspirés de subordonner leur aide à la démocratisation soutenue des régimes et

d'exercer toutes les pressions nécessaires sur ceux qui seraient réfractaires. Mieux : un observatoire régional de la démocratie et des droits de la personne composé de personnalités de grande stature morale pourrait être institué et chargé de suivre le respect des droits démocratiques et de proposer le cas échéant des sanctions.

Le problème des conflits ethniques se pose essentiellement en termes politiques. Le fait que dans beaucoup de pays africains les ethnies cohabitent pacifiquement interpelle les dirigeants des pays des Grands Lacs. A l'évidence les querelles interethniques sont artificiellement entretenues à des fins politiques. Pour corriger les travers du particularisme ethnique, la démocratie véritable, une éducation à la culture du mérite personnel, de la tolérance et de la paix ; le brassage et l'intégration régionale des populations et des économies sont des antidotes suffisants. Dans ce sens, l'harmonisation des organisations sous-régionales (CEPGL, CEMAC, COPAD, COMESA, EAC, SADEC, etc.) pour les rendre complémentaires est une nécessité. En tout état de cause, au moment où seuls les grands ensembles économiques et politiques peuvent être viables, se replier sur son ethnie est totalement archaïque et suicidaire.

5. Le développement socioéconomique et la stabilité régionale : les bases du développement intégral.

Les principaux corollaires de l'absence de démocratie et de l'état de belligérance sont les déplacements massifs de populations qui deviennent des réfugiés intérieurs ou extérieurs et qui vivent de l'assistance, la destruction des infrastructures, la fuite des capitaux, le tarissement des investissements, l'excroissance des dépenses militaires et l'assèchement des ressources à vocation sociale ; la paupérisation, le développement de la corruption et de l'économie informelle et criminelle etc.

Il convient donc d'analyser les pistes de réhabilitation des principaux secteurs économiques, de relancer des investissements et des activités économiques, le rôle et la participation des communautés de base et les collectivités locales ; étudier comment rendre l'aide extérieure plus rentable à long terme en évitant les étapes qui rendent possibles les détournements.

Quelles stratégies et quels mécanismes pour atteindre les 8 objectifs de développement du millénaire à savoir :

1) éradiquer la pauvreté extrême et la faim,

- 2) obtenir une éducation primaire universelle,
- 3) promouvoir l'égalité des sexes et affranchir les femmes,
- 4) réduire la mortalité infantile,
- 5) améliorer la santé maternelle,
- 6) combattre le SIDA, la malaria et diverses autres épidémies,
- 7) assurer la durabilité de l'environnement,
- 8) développer un partenariat global pour le développement. En fait, il faudrait un mini plan Marshall.

Pour impulser l'économie de la sous-région, il est nécessaire de recenser les besoins prioritaires des populations aussi bien individuels que collectifs tels qu'elles-mêmes les ressentent et les expriment. Ensuite il est souhaitable d'organiser et d'orienter des coopératives de production et de commercialisation en leur fournissant les informations et la formation nécessaires. La planification doit identifier les noyaux et les pôles administratifs et régionaux de développement et combiner judicieusement les besoins, les moyens et potentialités réelles.

La nécessité de moderniser l'économie doit allier l'usage des sciences et techniques adaptées, et le principe de précaution face aux technologies pouvant entraîner la dépendance, des effets induits difficiles à contrôler ainsi qu'une altération radicale des habitudes et des coutumes faisant l'identité même des peuples de la sous-région.

Une étude sur la connexion et la complémentarité des ressources et des économies nationales doit être menée de manière à intégrer le marché régional en une entité organique viable et prioritaire. L'industrialisation de la sous-région devrait être conçue sur les principes de la synergie et de l'économie d'échelle, de la transformation sans cesse accrue des produits de base et de la satisfaction des besoins locaux. Sans maîtrise de la science et des techniques, sans création de valeur ajoutée, la sous-région sera condamnée à la soustraction et au statut de simple consommateur.

La transformation physique de notre région ne sera possible que si des efforts considérables sont consentis pour la réalisation des infrastructures communes et adéquates de transports (les chemins de fer, les routes, ports, aéroports), des barrages et centrales hydroélectriques pour l'irrigation et la production de l'énergie, des industries lourdes comme la sidérurgie pour la

fabrication des machines et outils de travail, et d'autres infrastructures notamment en matière de logement. Aussi les différents Etats de la région devront consentir à défendre et gérer certains secteurs publics vitaux et de souveraineté et dont le fondement est à l'opposé des critères de compétitivité des marchés. Ces secteurs sont notamment : l'éducation et la formation, la santé, la recherche, la défense et sécurité, la justice, les transports, la poste et télécommunications, l'énergie, l'eau, l'assainissement. La protection et la gestion de ces secteurs est la garantie de la solidarité et de la cohésion sociale et territoriale.

Pour éviter l'enlisement dans la corruption et le sous-développement, le droit des affaires doit être adapté et harmonisé de manière à faciliter la création des entreprises, et simplifier la fiscalité. Des structures anti-corruption doivent être créées et renforcées ainsi qu'un tribunal spécial pour la répression des crimes économiques nationaux et transfrontaliers.

Les entreprises internationales doivent être mises sur le même pied d'égalité d'une concurrence ouverte, la règle de décision étant que la sous-région n'est pas une chasse gardée et que la priorité est accordée au mieux disant. Dans ce cas, tout contrat déséquilibré doit pouvoir être revu au bénéfice des intérêts de la sous-région.

Les secteurs privé individuel, coopératif et public doivent être complémentaires et bénéficier de l'ouverture des marchés sous-régionaux et de la libre circulation des personnes et des biens comme vient de le proposer tout récemment au dernier sommet de la CEAC, S.E Denis SASSOU NGUESSO Président de la République du Congo et Président en exercice de la CEAC. Dans un premier temps, pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens, chaque Etat de la Région devrait participer au renforcement des relations diplomatiques en acceptant l'ouverture des représentations diplomatiques ou consulaires de chaque Etat de la Région des Grands Lacs. Dans cette perspective, un passeport régional doit voir le jour afin de favoriser les échanges et les brassages.

6. La mondialisation, le NEPAD et les organisations sous-régionales : quelles synergies ?

Sans mesures d'accompagnement, voire d'atténuation, la mondialisation signifierait l'éviction pure et simple des structures locales de production incapables de soutenir la concurrence extérieure. Les organisations sous-régionales et régionales, ainsi que les projets du NEPAD doivent réfléchir aux

moyens de créer une synergie susceptible de faire émerger l'économie africaine.

Les items cibles du NEPAD sont, rappelons-le :

- Démocratie, paix, sécurité et bonne gouvernance ;
- Infrastructures ;
- Agriculture et sécurité alimentaire ;
- Environnement ;
- Santé et VIH SIDA ;
- Promotion du genre ;
- Flux de capitaux et accès aux marchés ;
- Mobilisation des ressources et renforcement des capacités.

Quel que soit le domaine retenu, le principe directeur est que l'initiative, la définition, l'orientation et l'exécution du projet doit être endogène. Cette règle devrait être entendue au sens large et intégrer les structures de base, les collectivités locales. Il ne s'agit plus d'imposer des visions toutes faites du progrès, du bien-être ou du développement, mais d'être en contact et à l'écoute du pays profond.

Les collectivités et les peuples ne doivent pas être passifs mais faire eux-mêmes leur développement. Ce dont ils ont besoin c'est un environnement sécurisé, un encadrement juridique et technique, ainsi qu'un concours financier.

Les sirènes de la mondialisation ne devraient pas faire oublier que toute industrie naissante a besoin de protection et que même les pays industrialisés n'hésitent pas à subventionner certains secteurs, passant outre les règles de l'O.M.C.

Les organisations sous-régionales doivent offrir un cadre d'attraction des capitaux et d'incubation d'entreprises, en alliant formation de main d'œuvre qualifiée et compétitivité par différence de niveau de vie.

Pour aider à l'instauration du nouvel ordre économique international qui a été voté quasiment à l'unanimité aux Nations Unies en 1975 en vue de promouvoir la Coopération Internationale en protégeant l'économie des pays les plus faibles et leurs possibilités de développement, il convient de mettre fin entre autres aux phénomènes arbitraires dans les relations économiques entre pays développés et sous-développés, au problème de dégradation des termes de

l'échange, aux pratiques financières abusives et injustes telles que le renchérissement artificiel des taux d'intérêt et la surévaluation des monnaies des pays les plus riches. De plus, les pratiques commerciales comme le dumping avec des produits largement subventionnés et les mesures protectionnistes de type tarifaire et non tarifaire que ne cessent d'appliquer certains pays riches constituent un sujet de préoccupation pour les pays de la sous-région.

L'annulation de leur dette équivaldrait à un affranchissement devenu une nécessité à la fois économique et morale. Les pays qui ont accédé au développement industriel ont un devoir de solidarité envers les pays en développement. Car les ressources apportées des colonies ont financé en bonne partie le développement des puissances occidentales actuelles. Concrètement, en utilisant un faible pourcentage des dépenses militaires, pas plus de 10%, les Etats créanciers pourraient répondre sans problème de la dette devant leurs propres banques (les dépenses militaires annuelles sont estimées à plus de 1000 milliards de dollars).

7. Politique culturelle et sociale dans les Grands Lacs : édifier la mentalité de l'engagement pour la paix et la démocratie et à la valorisation de soi et d'autrui.

L'Afrique des Grands Lacs a besoin d'être débarrassée d'une idéologie ethniciste, qui constitue un grand frein contre la paix, l'entente et le développement. Sans une éducation et une formation adéquates des citoyens de cette région, on ne peut pas espérer changer la situation. Parallèlement, l'inventaire de toute la littérature nocive qui a véhiculé et continue de véhiculer l'idéologie hamitique s'avère nécessaire. Celle-ci contient le double postulat raciste de la supériorité de la race blanche et des pasteurs tutsi et hima présentés comme des Blancs ou des Juifs à peau noire destinés à dominer les Bantu. Ne pas prendre garde à ce virus idéologique serait s'interdire de comprendre et de contrôler l'histoire des consciences de certaines de nos élites

Il convient donc de concevoir les meilleurs agents de formation culturelle : une école pragmatique tournée vers les besoins réels des pays ; une université régionale ouverte sur le monde et les besoins économiques, culturels et sociaux des pays concernés, qui assure le brassage des étudiants et les fait connaître et aimer la région, qui stimule l'émulation, qui éveille la conscience d'un destin commun ; une radio, une télévision régionale destinées à forger la conscience

d'une identité fraternelle ainsi qu'une industrie et un festival des arts et du cinéma.

Au cœur de cette politique culturelle doit se placer une politique de réhabilitation de l'histoire africaine, ainsi qu'une étude des langues africaines qui verra émerger à terme l'adoption d'une langue africaine à enseigner dans toutes les écoles et universités. Certains linguistes et hommes de culture ont déjà suggéré le kiswahili. Tout en s'enracinant dans leur culture, les jeunes de cette région ont besoin de s'ouvrir au monde à travers une politique concertée des langues.

La politique culturelle pourrait être conduite de manière à permettre une économie d'échelle, les pays se répartissant les étudiants selon les instituts ou les facultés de leur spécialité. Sur le plan de la recherche, des pôles de recherche pourraient être identifiés en fonction des potentialités et des besoins afin de lancer définitivement les sciences et les techniques en Afrique.

Les Etats de la sous-région ne peuvent pas exiger la solidarité de la communauté internationale sans en témoigner eux-mêmes à l'égard des plus faibles de leurs citoyens : les réfugiés, les déplacés, les sinistrés, les veuves et orphelins, les handicapés, les enfants de la rue, les enfants soldats, les malades du VIH Sida etc. Par-delà la nécessaire organisation de la solidarité et de la sécurité sociale, ces personnes attendent des programmes d'urgence spécifiques et régionalement intégrés.

8. La situation burundaise : les voies de sortie

La situation du Burundi a certes beaucoup de similitude avec celle des autres pays de la sous-région et se retrouve amplement dans les propos précédents. C'est pourquoi nous nous contenterons de relever ses spécificités les plus notables.

La première curiosité dans ce pays est la volonté d'une certaine frange politique d'ethniser les institutions politiques du Burundi. Voilà en effet une oligarchie qui a régné sur le pays pendant plus de quarante ans. Tout au long de son règne, il y a eu monopartisme, exclusion de la majorité de la population des affaires publiques, exacerbation des divisions ethniques pendant que paradoxalement les autorités niaient l'existence des ethnies, génocide des Hutu en 1972. Les Hutu majoritaires avec 85% pour 14% de Tutsi selon l'opinion couramment reçue, étaient systématiquement exclus. En moyenne, la répartition du pouvoir était de

5% pour les Hutu et 95% pour les Tutsi sous Bagaza et de 7% pour les Hutu et 93% pour les Tutsi sous Buyoya, avant le massacre des Hutu de Ntega et Marangara de 1988. Mais comme officiellement il n'y avait pas d'ethnies, dénoncer cette exclusion était taxé de divisionnisme. L'armée a été érigée en rempart ethnique de l'oligarchie contre la démocratie. Sous Bagaza et Buyoya il n'y avait aucun commandant de camp militaire hutu, et on comptait 2 officiers hutu pour 398 tutsi, 30 sous-officiers et soldats hutu contre 11.970 tutsi !

Voilà donc une oligarchie qui a toujours campé dans la division et l'exclusion ethnique et le rejet de la démocratie, qui, parce qu'elle a été battue lors des élections de juin 1993, découvre soudain l'existence des ethnies, et d'une minorité en danger. Exploitant honteusement le génocide du Rwanda, elle clame haut et fort qu'il y a eu un génocide planifié des Tutsi au Burundi en 1993 et que donc les Tutsi menacés doivent être protégés par des mesures de sur-représentation consacrées par la constitution. Des partis disent désormais défendre les intérêts et la sécurité de l'ethnie. Dans cette surenchère de sectarisme, il est déséquilibré et contre-productif pour la recherche de la paix, de jeter l'opprobre sur les seuls FNL-Palipehutu tout en s'accommodant de l'autre pôle, tant il est vrai que les extrêmes s'appellent, s'alimentent, s'ils ne puisent pas à la même source idéologique.

C'est ici qu'il convient de dénoncer cette tactique incroyable de l'oligarchie qui consiste à provoquer la colère populaire par des crimes odieux contre les personnalités symboliques et très populaires hutu, créant ainsi des actes spontanés de colère et d'autodéfense interprétés ensuite comme un génocide anti-tutsi. L'élimination ciblée des intellectuels, cadres, députés et ministres hutu, l'assassinat du président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye procède de cette tactique. Bref, l'oligarchie veut sacrifier les Tutsi sans défense et une fois qu'elle aura eu son génocide, les motifs de ses revendications exorbitantes seront réunis. Or, heureusement, il n'y a pas eu et il n'y aura pas de génocide anti-tutsi planifié par les démocrates au Burundi, même si l'oligarchie l'appelle de tous ses vœux.

Cette oligarchie ne se soucie pas des tutsi qu'elle dit vouloir défendre, elle les utilise comme paravent politique. Par exemple aux élections de juin 1993, sur les seize parlementaires de l'UPRONA, 14 habitaient le même quartier chic Rohero de la capitale Bujumbura. Ceci pour dire qu'elle n'a aucune assise ni ethnique ni nationale. Aux présidentielles de 1993 le candidat de l'UPRONA, P. Buyoya récolta 32% des voix, contre 65% pour Melchior Ndadaye. Aux législatives, l'UPRONA récolta 21,48% des voix contre 72,33% pour le parti de Ndadaye. Alors qu'ils pouvaient gouverner tout seuls, Ndadaye et son parti

formèrent un gouvernement de large ouverture où l'UPRONA occupait un peu plus de 25% des postes dont la primature et où les tutsi qui forment 14% de la population, avaient presque 40% des postes.

Mais c'était trop peu pour une oligarchie habituée à tout prendre. La suite dramatique est connue : des institutions décapitées, des ministres et des parlementaires pourchassés, une administration déstabilisée, une population désespérée et une armée en rébellion qui dévaste le pays et veut récupérer le pouvoir par la force au bénéfice de son oligarchie. N'eût été la résistance du CNDD, les jeux seraient faits depuis belle lurette.

Aujourd'hui l'armée constitue toujours le verrou de résistance de cette oligarchie. Cela se traduit par la persistance de celle-ci à concevoir les forces de défense et de sécurité comme un instrument possible de prise du pouvoir, en collaboration cette fois-ci avec le CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza. En effet, les attaques combinées des forces armées burundaises et des FDD de Nkurunziza contre les autres mouvements armés qui revendiquent le retour à la démocratie, l'attitude d'exclusion dans la formation des Etats-majors intégrés de l'armée et de la police, dans la constitution de l'Unité spéciale de protection des institutions, dans la commission nationale de désarmement, démobilisation, réinsertion et réhabilitation (DDRR) etc. tout cela a montré l'existence d'une volonté d'hégémonie violente qui est une réelle menace pour la paix. D'où la nécessité de donner résolument la priorité à une réforme profonde, équilibrée de ces forces et organes, afin de conjurer définitivement la pratique des putschs.

Parallèlement au refus de restructurer les corps armés, conçus comme leviers ethniques du pouvoir, il y a le refus de libéraliser la vie politique et singulièrement le refus d'enregistrer certains partis qui pourtant devaient être déjà enregistrés dès le lendemain de la signature de l'Accord d'Arusha. Cette anomalie trahit le manque de fair-play politique, la peur d'une compétition ouverte et le désir d'infliger des handicaps aux adversaires les plus redoutés. Le cas du CNDD, un des principaux négociateurs et signataires de l'accord d'Arusha est très significatif

Par ailleurs, comment ne pas citer le problème lancinant de l'impunité des crimes au Burundi ? Voilà en effet un pays qui depuis 1993 a perdu par assassinat deux présidents de la République, un président et un vice-président de l'Assemblée nationale, près d'une vingtaine de députés, plusieurs ministres et hauts cadres de l'Etat. Sans parler des centaines de milliers de morts emportés par la guerre ni des centaines de milliers de personnes enfermées

dans des camps de concentration forcée. Or, à ce jour, aucune enquête conséquente n'a été entreprise pour élucider et sanctionner les auteurs de ces crimes. Une telle situation est une offense contre la justice et un défi pour la communauté internationale.

De façon générale, la dégradation chronique de l'éthique politique et la guerre ont entraîné une grave détérioration des droits de la personne humaine. Il n'existe pas de constitution assise sur un large consensus social. Le système judiciaire est fortement oblitéré par la discrimination ethnique, les ingérences et pressions politiques, la violation des droits de la défense et l'impunité des crimes et délits des membres des forces armées. Les personnes particulièrement vulnérables comme les femmes, les enfants, les déplacés et les réfugiés ou les prisonniers subissent le poids énorme de la violation des droits humains : violences sexuelles, promiscuité, réduction de ration alimentaire et restriction des mouvements ou de commerce des réfugiés parfois exposés à la violence et à l'insuffisance des structures d'accueil et d'arbitrage des différends fonciers quand ils retournent dans leur pays ; absence d'eau, d'hygiène et de soins pour les prisonniers trop souvent victimes de sévices et de traitements dégradants.

9. Pour parvenir à une région des grands Lacs apaisée.

Sur le plan politique, il s'agit de :

1. Régler les différends et conflits politiques internes et externes par la négociation, en respectant les frontières des Etats.
2. Démocratiser largement la vie politique pour rendre sans objet le recours à la violence comme moyen d'accéder à des droits.
3. Promouvoir la bonne gouvernance pour que chaque citoyen puisse jouir de tous ses droits civils, politiques, économiques et sociaux, quelle que soit son appartenance sociale.
4. Combattre les idéologies racistes dans toutes leurs manifestations à l'instar du hamitisme à l'aide d'une législation adéquate.
5. Mettre sur pied un Observatoire régional pour la démocratie et les droits humains ayant pouvoir d'enquêter et d'émettre des avis et propositions.
6. Créer une commission internationale pour enquêter sur l'attentat contre l'avion qui transportait les présidents rwandais Juvénal Habyarimana et

burundais Cyprien Ntaryamira ; ainsi que sur les crimes perpétrés contre les populations civiles, les réfugiés et l'environnement pendant les guerres civiles régionales

7. Enfin, la communauté internationale a le devoir d'encourager les pays en transition afin qu'ils s'acheminent vers des élections démocratiques en réunissant le maximum de garanties

Sur le plan sécuritaire, voici nos recommandations :

8. Chaque pays doit se doter d'une armée ethniquement et régionalement équilibrée et intégrée, de façon à représenter et sécuriser toutes les composantes nationales.

9. La rationalisation des forces de sécurité requiert la démobilisation d'effectifs importants dont la reconversion à la vie civile et la réinsertion socioéconomique nécessitent une attention toute particulière pour mettre fin à l'insécurité. D'où l'impératif d'un programme d'assistance bien étudié et visant surtout le long terme.

10. Chaque pays doit dépolitiser les forces de défense et de sécurité, tout en leur inculquant le sens du respect et de la protection de la légitimité républicaine et des droits humains ;

11. Les populations et les collectivités locales devraient être impliquées dans la présélection et l'évaluation disciplinaire des forces de sécurité.

12. Une concertation régionale et internationale sur le contrôle et la limitation de la vente, de la circulation et l'usage illégal des armes et la prohibition du mercenariat devrait déboucher sur un accord négocié avec les pays vendeurs d'armements.

13. Concernant les pays qui ont encore une opposition armée, la sagesse recommande d'ouvrir des négociations car il n'y a pas de solution militaire. A ce sujet le Rwanda pourrait suivre l'exemple de l'Ouganda qui vient d'accepter des pourparlers avec la LRA.

Sur le plan économique et social:

Afin de faire face aux nombreux défis auxquels elle est confrontée, la région a besoin de conjuguer judicieusement les efforts internes et les concours extérieurs. A cette fin il convient de :

14. Interroger et prendre prioritairement en compte les besoins des communautés de base ;

15. Fonder tous les efforts de développement sur les initiatives de ces communautés organisées en coopératives de production et de consommation, gérées démocratiquement et encadrées dans l'acquisition d'intrants et de techniques modernes adaptées.
16. Fédérer les organisations sous-régionales pour les rendre complémentaires en intégrant les capacités de production et de communication, de recherche en innovation et de consommation.
17. Lutter avec détermination contre le fléau de la corruption par la mise sur pied d'organismes appropriés.
18. Planifier sur le long terme l'acquisition d'une main d'œuvre qualifiée et adaptée à l'environnement local et international.
19. Repenser la législation des affaires pour la fluidifier et l'harmoniser de manière à permettre la libre circulation des personnes et des biens et rendre actif l'espace de marché ainsi ouvert.
20. Elargir à toutes les populations les politiques de sécurité sociale intégrant la solidarité communautaire en matière de santé et de sinistres et les systèmes d'assurances et de mutuelles professionnelles.
21. Créer un fonds régional de solidarité alimenté par les contributions des Etats ainsi que par des taxes sur les produits de luxe, les boissons alcoolisées, le tabac et les produits pétroliers.
22. Les dirigeants de la Région des Grands Lacs doivent réorienter les dépenses militaires vers les projets de développement et résoudre en priorité les problèmes de pauvreté en concevant des projets de sociétés solidaires où toutes les ethnies trouvent leur compte au lieu d'agiter l'épouvantail du génocide et de faire semblant de défendre leur ethnie contre le reste de la population, au besoin en s'alliant avec des forces et firmes étrangères mues par leurs seuls intérêts.
23. La sous-région a certes besoin d'un mini plan Marshall, mais c'est aux pays eux-mêmes d'indiquer la direction, en élaborant des programmes clairs, consensuels et chiffrés et de les soumettre à l'appréciation des bailleurs de fonds.

Sur le plan culturel, les mesures suivantes sont de bon aloi :

24. Repenser l'école et l'université dans le sens d'une professionnalisation pragmatique et d'une synergie concertée avec échange d'étudiants, mise en commun des enseignants et des structures d'études et de recherches.

25. Concevoir et dynamiser la recherche et l'innovation de façon régionale et complémentaire.

26. Promouvoir l'industrie régionale des arts et du cinéma en créant un institut régional en vue d'un brassage intégrateur.

27. Placer l'histoire, les langues et la culture africaines au cœur de la créativité et de l'innovation régionales.

28. Accorder un rôle accru à la presse libre et la société civile dans le renforcement de la paix, la démocratie et la bonne gouvernance et créer une radiotélévision régionale destinée à la promotion de la culture, de la paix et de la solidarité régionale.

S'agissant du Burundi en particulier, il est recommandé ce qui suit :

29. Mettre sur pied une commission nationale indépendante constitutionnelle chargée d'organiser un large débat national sur la constitution et les institutions post-transition.

30. Appuyer et accélérer la refonte de l'armée comme préalable au retour à la paix et la démocratie, en veillant à la participation équilibrée de tous les belligérants dans tous les organes chargés de gérer cette réforme.

31. Veiller à la bonne préparation des élections en s'assurant que les conditions de liberté, transparence et équité sont remplies.

32. Eviter de tomber dans le piège des quotas ethniques et promouvoir la citoyenneté responsable.

33. Prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux méfaits de l'impunité, notamment la formation d'une commission internationale d'enquête judiciaire telle que prévue par l'Accord d'Arusha

34. Encourager les contacts et les pourparlers avec les FNL pour qu'elles rejoignent les processus de paix et prendre des mesures de sauvegarde contre l'ingérence étrangère venant en appui à la tentative putschiste de ceux qui désespèrent de gagner les élections ou qui redoutent la justice.

35. Soutenir généreusement les programmes inclusifs et équitables relatifs à la démobilisation et réinsertion des soldats et combattants, aux réfugiés, déplacés et sinistrés, aux droits humains et singulièrement aux femmes et enfants.

36. Accorder tout le soutien aux futures institutions démocratiques dans leurs efforts de réforme de la justice, de stabilisation de la sécurité, de réconciliation et de redressement de l'économie nationale.

37. Garantir la participation des centaines de milliers de réfugiés burundais dans consultations électorales. Plus précisément la Commission électorale nationale indépendante a l'obligation de prendre immédiatement contact avec l'OIM, le HCR, l'IFES et l'ONUB pour la mise en place d'une logistique qui permet l'enregistrement des réfugiés au rôle d'électeurs dans les camps de réfugiés où ils se trouvent.

10. Léonard Nyangoma répond aux questions d' Evode TWAGIRAYEZU

Evode Twagirayezu: Une minorité démographique croit devoir se protéger en cherchant à être une majorité dans les domaines militaires, politiques, économiques et même sur le plan religieux et social. Cette tendance au Rwanda, au Burundi et au Congo explique les violences cycliques qui ont endeuillé la Région des Grands Lacs jusqu'à nos jours. On sait que lors d'une visite de Pierre Buyoya en 1988 au Burundi, vous avez dénoncé l'emprise de la minorité Tutsi sur l'armée comme étant le grand problème du pays. Vos vues d'alors auraient-elles changé? Comment peut-on équitablement résoudre ce problème plutôt régional?

Léonard Nyangoma: Une mise au point d'abord. Je n'ai pas dénoncé ce que vous appelez une minorité tutsi, ou une minorité démographique, mais une oligarchie au pouvoir qui a pris les Tutsi et les Hutu et les Twa en otage.. Cela dit, vous avez raison, certains régimes de la Région des Grands Lacs se sont adonnés à une politique de la martyrologie, faisant croire qu'ils sont victimes d'une menace génocidaire de tel ou tel groupe ethnique. Et pour justifier les injustices et la mainmise d'une partie de la population sur l'ensemble des secteurs de la vie nationale, ils disent à qui veut bien le croire qu'il s'agit de se prémunir contre des dangers génocidaires. J'ai eu à dénoncer cette situation et cette tricherie, et ce à maintes reprises. Je n'ai pas changé de position depuis. Je continue à

croire et à faire comprendre que la politique d'exclusion, faite sciemment, soi-disant pour se prémunir contre une menace venant de l'autre ethnies relève tout simplement du racisme. J'ai déjà eu à le dire à maintes reprises lors des entretiens comme celui-ci, le problème au Burundi, au Rwanda comme au Congo, voire même sur tout le continent africain, n'est pas d'essence ethnique. Ce sont souvent des problèmes d'essence politique que l'on colle à l'ethnisme par esprit de simplification ou pour se dédouaner tout simplement. Il est vrai que sur le plan continental, il y a toute une diversité ethnique, culturelle, linguistique et historique. La RDC résume à elle seule la diversité au niveau continentale. Mais personne ne vous dira que le drame congolais trouve sa source dans les considérations ethniques. Même, l'invocation du phénomène des Banyamulenge ne fait plus aujourd'hui recette.

Au Burundi, coexistent trois "ethnies", culturellement semblables, parlant une même langue, quotidiennement et individuellement solidaires, sauf en cas de crises, qui viennent toujours de la classe politique au pouvoir, mais jamais des collines ou Hutu et Tutsi et Twa habitent ensemble et sans beaucoup de heurts. Je noterai en passant qu'au sens scientifique du terme, il n'existe pas d'ethnies au Burundi, c'est une seule ethnies composée de trois "groupes" ou "lignages". Les chercheurs, d'ailleurs, à ce propos, devraient sortir de leurs ornières pour nous donner les instruments historiques, anthropologiques, linguistiques... appropriés et nous permettre de contredire et lutter contre ces clichés d'origine coloniale. Tout ceci nous fait penser que le problème dans nos pays est d'abord fondamentalement politique. Le problème posé est de savoir comment sortir de la gestion traditionnelle du pouvoir pour entrer dans une ère nouvelle de gestion politique caractérisée par la décentralisation du pouvoir, les élections à tous les pôles du pouvoir, bref comment entrer dans une ère démocratique après un mélange ambigu du système colonial et des systèmes traditionnels. Car, et cela mérite aussi d'être observé, certains systèmes traditionnels au niveau de la transmission du pouvoir ont survécu aux systèmes coloniaux.

Pour certaines sociétés africaines, c'est l'appartenance à telle parenté, tel clan, tel groupe, telle organisation ou telle caste qui assurait l'accès au pouvoir. Certains comptaient sur l'autorité religieuse pour guider le destin du dirigeant alors que d'autres optaient pour la laïcité. Donc, pour les cas qui nous concernent directement, le Burundi, le Rwanda et le Congo, le problème est simplement celui de la sortie des anciennes pratiques traditionnelles ou coloniales de la prise, du maintien et de la perte du pouvoir à des formes modernes réclamées par les citoyens et conformes aux exigences de l'environnement et de la vie modernes. Ceux qui ont bénéficié des anciens

systèmes, et surtout ceux qui s'en sont servis pour massacrer leurs propres citoyens au nom de l'ethnie, prennent aujourd'hui le reste de la population en otage. Ce sont ces oligarchies militaro-civiles, qui sont devenues de véritables mercenaires à la tête des Etats. Ils parviennent à survivre car ils utilisent subtilement et cyniquement des jeux ethniques et régionaux comme bouclier pour opprimer le reste de la population et aussi pour se maintenir. Ils se maintiennent d'autant plus aisément qu'ils se sont emparés des piliers classiques du pouvoir, à savoir l'armée, la police, l'administration, les sociétés dont les agents sont recrutés essentiellement dans leurs ethnies ou dans leurs régions. Ces injustices créent alors des illusions de supériorité chez ceux qui "tètent" le système tout en créant le complexe d'infériorité chez ceux qui sont exclus, d'où des révoltes très sauvagement réprimées dans le sang. C'est une recette qui a fait le bonheur de bien de régimes au Burundi qui très régulièrement ont organisé des massacres des populations, y compris des génocides, malheureusement passés inaperçues ou volontairement cachés par la communauté internationale.

En conclusion, et pour rester sur le champ burundais et régional, je pense que la résolution de toutes les questions passe d'abord par la neutralisation des oligarchies militaro-civiles du Burundi et de la sous-région. Les peuples concernés sont appelés à cette grande et passionnante entreprise. Et je peux vous affirmer que certains signes montrent bien l'imminence de ce grand rendez-vous. Car on ne peut bernier tout le monde. Lincoln disait: "on peut tromper une partie du peuple tout le temps, et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple, tout le temps".

Ensuite, il faut la construction des Etats-Nations, républicains et souverains, et enfin créer un ensemble régional de la région des Grands Lacs qui pourra aussi s'intégrer à d'autres ensembles, dont l'Union Economique Africaine. Mais il est tout aussi dangereux de fédérer ou de créer des ensembles régionaux avec des Etats malades. Il y aurait un risque certain de contagion. La priorité serait d'abord de débarrasser ces pays de toutes les dictatures ou les démocraties de façade pour créer des Etats Nations démocratiques et indépendants. Par la suite les citoyens se mettront au travail, l'Etat restant toujours le catalyseur du développement. Les gens seront alors dissuadés de trop penser à ce qu'ils sont ethniquement, mais à ce qu'ils font économiquement et culturellement pour eux et pour leur pays.

Evode Twagirayezu: Le paroxysme des violences au Burundi a atteint le niveau d'un génocide en 1972. Le trio inséparable, idéologue et exécuteur de ce génocide Simbananiye-Shibura-Micombero n'a jamais été inquiété par

la justice. Si vous accédez au pouvoir, cette impunité sera-t-elle combattue?

Léonard Nyangoma: Sans doute que l'impunité sera combattue. Car du moment que l'Etat est géré dans la transparence, du moment que cette gestion est faite dans des règles connues par tout le monde, et surtout du moment que les différents pouvoirs, l'exécutif, le législatif et le judiciaire seraient séparés, il n'y aurait plus de places pour l'impunité, tout comme il n'y en aurait pas de place pour les injustices sociales et/ ou économiques. En définitive, pour faire un chantier d'une telle entreprise, il faut favoriser plus la réconciliation que les tribunaux de vengeance comme l'on en voit ailleurs.

Cela dit, le génocide de 1972 fera longuement tâche d'huile sur la conscience de l'humanité. Il restera toujours dans la mémoire collective, et surtout celle des victimes. La Communauté fera semblant de n'avoir rien vu, juste pour se donner bonne conscience, mais la réalité restera celle-là. Et cette réalité là continue à produire d'autres lots de malheurs qui auraient pu être évités si les génocidaires avaient été châtiés.

Evode Twagirayezu: De mémoire, on ne connaît pas tant d'assassinats de deux chefs d'Etat au Burundi (Melchior Ndadaye, Cyprien Ntaryamira) et d'un Chef d'Etat au Rwanda (Juvénal Habyarimana), et Laurent Désiré Kabila en RDC avec beaucoup d'autres hautes personnalités, qui ne soient suivis d'enquêtes ou à défaut de résolutions. Vous réclamez toujours une enquête? Quelle est l'attitude de votre parti à ce sujet?

Léonard Nyangoma: Vous savez que ce type d'enquêtes sont menées par l'ONU et que les grandes décisions de celle-ci sont prises par le Conseil de Sécurité des Nations Unies dont les cinq permanents, les plus puissants du monde ont le dernier mot. Ce ne sont pas les peuples qui sont à blâmer, puisque ceux-ci ont demandé à cor et à cris que des enquêtes internationales soient diligentées pour que la réalité des horreurs faites dans nos pays, dont la mort de trois chefs d'Etat, soit connue du grand public et que les auteurs soient châtiés. Ceci a été fait à travers les organisations politiques, les associations apolitiques et politiques. Mais voilà, tous ces appels se sont évanouis dans la nature. Comment interpréter ce silence, je n'en sais peut-être pas plus que vous, mais ce dont je suis certain, c'est qu'il n'y a pas encore d'unanimité au sein des cinq permanents pour diligenter une telle enquête. Et puis n'oubliez pas qu'il y en a qui n'ont aucun intérêt à ce que ces enquêtes soient faites. Ils travaillent nuit et jour pour que tout reste dans l'ombre. C'est de bonne guerre j'en conviens, mais il faut aussi

travailler au même rythme et parfois travailler plus pour se faire entendre. Au niveau du CNDD en tout cas, nous avons demandé à maintes reprises que la communauté internationale s'investisse pour que le voile entourant la mort de notre président, Cyprien Ntaryamira soit levé. Et nous continuerons à le faire, car le peuple burundais a subi une grosse perte. Non seulement on a perdu un président, mais aussi une bonne partie de son entourage dont deux ministres.

Evode Twagirayezu: Pour vous quels sont les moments forts de votre carrière, et les regrets à formuler sur vos échecs?

Léonard Nyangoma: Les moments forts de ma carrière sont nombreux, si du moins vous voulez parler de ma carrière politique. Mais je vais me limiter à deux que je juge importants. Nous avons été passionné par la montée fulgurante du Parti SSAHWANYA-FRODEBU. Cela n'a pas été une tâche facile, le pari était même très difficile à gagner face à un parti comme l'UPRONA qui disposait d'une expérience et des moyens de l'Etat. En tant que Secrétaire National chargé de la propagande et de la mobilisation du parti, j'avais une tâche difficile devant moi. Mais grâce à l'abnégation héritée de mon éducation et de ma carrière de professeur enseignant, grâce aussi à ma combativité perfectionnée par mon passé syndical, j'ai pu mobiliser des millions de militants derrière une idée, la démocratie, et derrière un parti, le parti SAHWANYA-FRODEBU.

Je n'étais pas seul, le travail d'équipe de tout l'ensemble de la direction du FRODEBU m'a beaucoup aidé. J'en profite pour rendre hommage à mes camarades de lutte, je pense en premier lieu au Président Melchior Ndadaye, au Président Cyprien Ntaryamira, puis au Président de l'Assemblée Nationale Pontien Karibwami, à son Vice-Président Jules Bimazubute, au ministre de l'Intérieur Juvénal Ndayikeza, et au Chef de la Documentation Richard Ndikumwami. Je pense aussi à Eusébie Nshimirimana l'épouse de Sylvestre Ntibantunganya dont j'imagine les douleurs lui infligées par ses bourreaux en présence de ses enfants. Et bien d'autres encore. Le travail que nous avons fait avec ces illustres disparus, de 1988 à 1993, reste et restera un bon souvenir et une bonne leçon dans la vie.

L'autre moment fort de ma carrière est incontestablement la montée fulgurante du CNDD de 1995 à 1997. Nous sommes partis de rien, nous avons engagé une lutte armée, avec pour seule arme la volonté de gagner. Nous avons réussi le pari car nous sommes arrivés à mettre en place une armée de plus de 20.000 hommes avec si peu de moyens de départ, et ce, grâce à l'adhésion des

masses populaires. Nous sommes persuadé plus que jamais que la force populaire, une fois organisée reste invincible.

Comme vous l'avez dit nous avons également eu des échecs qui expliquent certains regrets. J'ai été particulièrement affecté par la mutinerie de 1998 au sein de ma propre armée et par l'assassinat par les mutins du Dr Jean Batungwanayo, le seul frère qui me restait et qui est mort héroïquement entrain de soigner les réfugiés burundais dans les camps de réfugiés burundais de Tanzanie. Ce fut également une grosse perte pour le pays et la région, car le Dr. Batungwanayo était un des rares spécialistes et chercheurs très dévoués en médecine interne que comptait le pays et l'Afrique. C'est donc l'un des plus gros échecs de ma vie et de cet échec j'ai tiré un certain nombre de leçons. La disparition tragique de mes camarades de lutte comme celle de mon frère a été une très rude épreuve.

11. En fin de compte...

La crise des pays des grands Lacs est essentiellement politique et c'est d'abord politiquement qu'elle doit être traitée. La guerre que les forces opposées se sont livrées a causé des ravages et a provoqué une prise de conscience internationale profonde sur la nécessité de repenser le devenir de cette région. Il s'agit de rendre aux peuples l'initiative historique par une démocratisation intégrale, de dépolitiser les militaires, de retrouver le sens d'une vraie citoyenneté.

Pour envisager un développement durable, il faut non seulement enraciner l'Etat de droit, mais également jeter les bases d'une économie endogène axée sur l'effort des unités et collectivités locales, mais également sur les synergies d'une intégration sous-régionale et régionale des productions et des marchés. L'aide extérieure, aussi utile qu'elle soit, ne pourra porter ses fruits que si elle s'intègre dans des structures motivationnelles endogènes et dynamiques. Et tout cela n'est possible que porté par une culture démocratique de paix et de développement, pensée et transmise pour corriger les travers du passé et construire un avenir d'unité, d'ouverture et de compréhension.

Qu'émerge un Burundi démocratique, une Afrique des Grands Lacs paisible, et responsable de son destin, une Afrique unie dans le concert des nations solidaires!

Références

1. Entretien exclusif avec la rédaction de l'ARIB, juillet 2002.
2. Léonard NYANGOMA, l'invité du mois face à vous, ARIB, juillet 2002.
3. Entretien exclusif avec la rédaction de l'ARIB, octobre 2003.
4. Mémoire sur les questions relatives à l'expiration de la période de transition et aux minorités au Burundi, CNDD, Bujumbura, 15 octobre 2004.
5. Démocratisation et développement des pays des Grands lacs: défis et engagements possibles. Contribution du CNDD à la conférence internationale sur la région des Grands Lacs africains tenue à DAR ES SALAAM, novembre 2004.
6. Restaurer la démocratie au Burundi: un salut pour les peuples des pays des Grands Lacs en Afrique. Entretien exclusif de Léonard NYANGOMA avec Evode TWAGIRAYEZU, 2004.

Evode TWAGIRAYEZU, qui a sélectionné les présents textes, est docteur en sciences psychopédagogiques (didactique des langues) de l'Université de Mons-Hainaut. Il est coordinateur pédagogique et formateur dans un Centre de Recherches et de Formations en Belgique.